



Extrait du Association pour l'Économie Distributive

<http://www.economiedistributive.fr/Chomage-porte-entr-ouverte-des>

Chômage, porte entr'ouverte des loisirs

- La Grande Relève - N° de 1935 à nos jours... - De 1976 à 1987 - Année 1978 - N° 758 - juillet 1978 -

Date de mise en ligne : mercredi 3 septembre 2008

Date de parution : juillet 1978

Copyright © Association pour l'Économie Distributive - Tous droits réservés

LE conservatisme d'@forme la cause du ch@mage conjoncturel », « structurel » « frictionnel » (c'est pour @pos@ au travail, @ la lenteur de leur choix ouvriers japonais qui refusent leurs vacances pour que leurs employeurs ne gagnent pas moins d'argent ! Mais ne sont-ils pas aux antipodes ?..

Les leaders de l'opposition promettent l'emploi avec la m@me conviction que Mme Soleil pr@dit le soleil pour les h@teliers et la pluie pour les traqueurs d'escargots, sans plus, ce qui dispense de toute analyse concr@te. D'autres encore, ex@g@tes impr@gn@s des soul@vements r@volutionnaires pass@s, minimisent l'ampleur du ch@mage et son impact sur l'@conomie. Ils font bonne mesure aux palliatifs du capitalisme, esp@rant par @ justifier la valeur de leurs th@ories d'hier pour le contexte de demain. Toujours un peu de Mme Soleil.

« Enfoncez-vous bien @sa dans la t@te », la formule, r@p@t@e par les antennes, par la presse, s'impr@gne dans les cerveaux :

PLEIN EMPLOI ! PLEIN EMPLOI ! ploa !.. ploa...

Leitmotiv du syst@me d'@conomie @changiste, incantations, litanies, croassements repris par les leaders de « gauche » et transmis en @cho lors des manifestations : ploa !.. ploa !..

Plein emploi ! mais pourquoi faire ? des produits que nous d@truisons (pardon « assainissons »), des gadgets, des armements-export., dans le cadre de l'@change-profit ?

Plein emploi de quoi ? du travail des hommes ou de celui des machines qu'ils cr@ent pour pouvoir acc@der aux loisirs ? La r@ponse n'est pas pr@vue ; resterait-elle tabou pour les Commissions d'Etudes d'Economie Politique ?

A ce propos du plein emploi, l'O.C.D.E. apporte une information significative : au cours d'une r@union d'experts elle constatait (d@s juillet 1977), l'aggravation du ch@mage en ces termes : - « Les ch@meurs de plus de 40 ans ont beaucoup de mal @ retrouver un emploi ; tandis que les jeunes qui atteignent un @ge adulte sans exp@rience professionnelle significative ont de plus en plus de difficult@s @ se faire ouvrir les portes du march@ du travail. Les syst@mes d'indemnisation qui @taient destin@s au d@part @ faciliter la recherche d'un emploi se transforment progressivement, par la force des choses, en un moyen de faire supporter leur situation @ ceux qui sont en fait devenus « inemployables » ».

Les experts eussent pu ajouter que ce moyen concourait @galement @ conserver quelque profit aux d@tenteurs des biens que pouvaient d@sormais acqu@rir ces « inemployables ».

« La force des choses » a con@su des indemnit@s sans contre-partie de travail. Sera-t-il encore longtemps impensable qu'on puisse aider la force des choses @ g@n@raliser et rationaliser cet @tat de fait ? Et puisque la force des choses r@duit @ 15 ann@s la p@riode active de l'homme, les forces de gauche pr@neront-elles longtemps encore le plein emploi ou bien se r@soudront-elles, avec nous, @ revendiquer le Service Social de Travail en fonction des besoins exprim@s et des techniques de production ?

Plein emploi !.. Plein emploi !..

Le probl@me est international. Gunter Weinert*, de Hambourg, a fait le point de cette pr@occupation majeure des pays @quip@s :

Apr@s avoir rappel@ la progression du ch@mage aussi bien aux Etats-Unis qu'en Allemagne, en France, en Grande-Bretagne, il observe que : « Si les @conomistes sont d@sempar@s face @ l'ampleur du ph@nom@ne, c'est que depuis 1974, tout l'arsenal d@ la politique @conomique semble incapable d'en venir a bout ». Et plus loin il pr@cis@ : « Il n@ s'agit plus @ d'une simple inadaptation qualitative d@ l'offre @ la demand@ de travail, mais bien d'une insuffisance persistante de l'offre de travail, comme en t@moign@ la faible utilisation d@s capacit@s productives ».

*

Il passe ensuite en revue @s actions entreprises pour diminuer @ ch@mage, et cit@ toutes @s diverses allocations vers@s @ l'aide d@s fonds publics.

Comment ces subventions octroyées (et n'oublions pas que c'est pour la sauvegarde des salaires et des profits) par les gouvernements des pays équipés, n'entraîneraient-elles pas la galopante dévaluation des monnaies ?

L'argent ne tombe pas du ciel. L'Etat** s'en procure d'abord par l'impôt, ce qui est un transfert. Mais quand il lui en faut plus, il demande à la Banque de France d'en fabriquer pour le lui prêter à intérêt. C'est donc là une création de monnaie, qui se dévalue proportionnellement, puisqu'elle correspond à une quantité de biens qui, elle, est fixée par le seuil de rentabilité, donc ne varie pas.

Cette cavalerie montaire déroute encore les postulants à la gestion d'un éco-changisme que les capitalistes eux-mêmes ne parviennent pas à concevoir... Voilà un des obstacles par lesquels la « Force des choses » constatée par l'O.C.D.E. est tenue en échec.

*

Par sa nature même, la force des choses s'impose. Un pays techniquement avancé, le Canada, s'y heurte. Depuis les années 60 (1960-1975) sa croissance économique est montée de 5 % et la croissance du chômage de 7 %***. Le plein emploi n'y est manifestement plus « au coin de la rue ».

Cette signification préremptoire des faits a amené ces positifs citoyens à la lutte, non plus pour un utopique plein emploi, mais à celle de la garantie du salaire.

Des mesures d'assurances chômage (loi de 1971) garantissant les revenus se sont imposées : pour tout salarié cotisant, huit semaines de travail au cours de l'année donnent droit à la prestation des 2/3 du salaire antérieur durant 44 semaines. L'année qui fait suite marque un autre exercice... Pour faciliter les huit semaines de travail, l'Etat canadien crée directement des emplois par le canal des Programmes d'initiatives Locales (P.I.L.) qu'il finance ; là, les participants peuvent s'adonner à des travaux variés : petites constructions (centre communautaire, sportif), entretiens divers, etc..., durant les 8 semaines annuelles imparties pour l'obtention de la prestation des 44 semaines suivantes.

Ce système d'assurance chômage garantissant le salaire ou le revenu, en dehors de la contrepartie de travail, éclaircit le rôle social du chômage qui prend l'aspect : « ...d'une allocation de temps payée par la Société à l'individu pour qu'il utilise comme bon lui semble une sorte d'année sabbatique, comme celle envisagée au Danemark ». (Qu'il utilise le temps de repos que lui conquiert la machine qu'il crée, dirons-nous). L'article cité ci-dessus se poursuit par : « Ce serait l'amorce d'une nouvelle conception des relations entre individus, travail et société, mais une conception qui en quelque sorte se déguiserait sous les institutions encore existantes ».

Les yeux s'entrouvrent !

Au Canada, comme en tout pays équipé, le financement des revenus par l'Etat sans possibilité de travail en contrepartie posera, avec l'antissement de la monnaie thésaurisable, la nécessité de la création d'une monnaie de consommation.

Ainsi se profile LE GRAND SOIR DE LA FORCE DES CHOSES.

C'est en étudiant les transformations que subissent empiriquement nos institutions que nous découvrirons le rôle nouveau qu'elles s'approprient à jouer » écrit Jacques Duboin.

* Dans le n° de septembre 1977 de la revue « Wirtschaftsdienst ».

** Voir « Pourquoi manquons-nous de crédits ? », par Jacques Duboin.

*** Revue « Echange et Projets » n°13, 1977.